

réserve donc mon jugement. Je ne veux pas préjuger du programme qu'il mettra sur pied, mais il est lui-même très conscient des difficultés existantes.

[Français]

L'AGRICULTURE

QUESTION RELATIVE AUX SUBVENTIONS POUR LE TRANSPORT DES GRAINS DE PROVENDE

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Agriculture.

Peut-il nous dire de combien de millions de dollars seront réduites les subventions versées pour le transport des grains de provende dans l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique?

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, les subventions allouées à l'Est du Canada et à la Colombie-Britannique pour les grains de provende ne seront pas réduites au cours de cette année. En fait, elles seront augmentées et passeront de 21.5 millions à 22.5 millions de dollars. Le volume des grains transporté de la région des Prairies vers l'Est et l'Ouest du Canada a tellement augmenté qu'il est nécessaire de réduire les taux tout en respectant les restrictions budgétaires.

LES RELATIONS OUVRIÈRES

SUDBURY (ONT.)—INITIATIVE SUGGÉRÉE AU MINISTRE RELATIVEMENT AU CONFLIT OUVRIER

[Français]

M. Gaétan-J. Serré (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail.

Étant donné que la grève des mineurs dans la région de Sudbury dure depuis plus de trois mois, que le marché du nickel a subi une baisse considérable au pays et à l'extérieur, que la situation financière de milliers de familles devient de plus en plus précaire et étant donné également que les sans-travail réclament que le gouvernement fédéral intervienne dans ce conflit, à cause de l'insuccès du médiateur provincial à amener les deux parties en cause à conclure une entente, le ministre a-t-il l'intention de faire des instances auprès des autorités compétentes afin de mettre un terme à ce conflit?

[Traduction]

L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je dois dire tout d'abord que cette question relève évidemment de la province. Je tiens à rassurer le député en lui disant que le médiateur provincial dans

[L'hon. M. Pepin.]

ce conflit, M. Dickie, est reconnu comme l'un des meilleurs et des plus habiles médiateurs du pays, et je suis convaincu qu'il est capable de régler ce différend. Je crois savoir que les pourparlers reprendront dans un jour ou deux. De toute façon, le ministre du Travail a assez de pain sur la planche en s'occupant des problèmes fédéraux, sans intervenir dans les différends provinciaux.

L'HABITATION

L'EXEMPTION FISCALE DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser au ministre des Finances une question à propos de la récente déclaration du gouvernement de l'Ontario manifestant son intérêt pour les sociétés de construction qui, sauf erreur, pourront peut-être fournir plus de fonds hypothécaires? Le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement a communiqué avec le gouvernement de l'Ontario à ce sujet et, en particulier, si la question d'accorder des avantages fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu a été abordée car cela faciliterait la constitution et le fonctionnement de ces sociétés?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il n'y a eu aucune consultation directe entre le gouvernement de la province de l'Ontario et moi-même. Les seuls renseignements qui me sont parvenus à ce sujet provenaient des journaux et de mon collègue, le ministre chargé de l'habitation qui en a entendu parler. Peut-être que le ministre de l'Ontario chargé de ce secteur voudra me rencontrer à une date ultérieure.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'APPEL DE L'OTAN AU SUJET DE LA GRÈCE

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'ai tenté par tous les moyens de poser une question sur la situation politique en Grèce, mais je pense pouvoir attendre à la prochaine session. Je me demande comment le Canada a répondu à l'appel du Comité politique de l'OTAN, la semaine dernière, alors qu'on a proposé que les pays membres de l'organisme s'entendent pour exercer des pressions sur le gouvernement de la Grèce, au sein du Conseil, en vue d'un retour rapide aux élections libres, à la démocratie parlementaire et à la règle du droit dans ce pays infortuné.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, telle a toujours été l'attitude du gouvernement du Canada. Nous ne pensons pas que la